La mobilité de l'enseignement supérieur

La promotion et la mise en œuvre de la mobilité est l'une des grandes priorités dans le domaine de l'enseignement supérieur. L'objectif européen, d'ici 2020, est d'atteindre 20% d'étudiants européens ayant effectué une période d'études ou de stages à l'étranger. Les enseignants et personnels administratifs peuvent également bénéficier de cette action pour effectuer une mission d'enseignement ou une période de formation en Europe.

Quels objectifs ?

La mobilité joue un rôle fondamental dans la création de l'espace européen de l'enseignement supérieur.

Pour les étudiants, l'acquisition de compétences linguistiques, interculturelles et professionnelles favorisent le développement personnel ainsi qu'une meilleure insertion sur le marché du travail européen.

Pour les enseignants et l'ensemble des personnels des établissements d'enseignement supérieur, l'acquisition et le partage de connaissances et de savoir-faire participent à l'amélioration de la qualité des enseignements, à l'innovation, ainsi qu'au développement professionnel, tout en renforçant les coopérations entre établissements européens et les entreprises.

Qui organise la mobilité ?

Ce sont les établissements d'enseignement supérieur qui organisent la mobilité de façon individuelle ou par le biais d'un consortium. Tous les établissements d'enseignement supérieur doivent être titulaires d'une charte Erasmus+. Les universités ne sont pas les seules concernées, les instituts, les écoles, les lycées (pour les cursus de BTS) peuvent aussi participer au programme Erasmus +.

Mobilité des étudiants

Il existe deux types de mobilité en Europe :

- **Etudes**

Les étudiants peuvent obtenir une bourse pour effectuer une période d'études dans un autre établissement européen, à partir de la deuxième année d'études pour **une durée comprise entre 3 et 12 mois**. Les étudiants bénéficient de 12 mois de mobilités, études et/ou stages, par cycle d'étude (Licence, Master, Doctorat).

La période d'études effectuée à l'étranger est encadrée par l'établissement d'envoi (français) et l'établissement d'accueil. Elle est reconnue pour l'obtention du diplôme en France grâce aux crédits ECTS et au contrat d'études que l'étudiant signe avant son départ.

- **Stages**

Les mobilités des étudiants peuvent s'effectuer sous la forme d'un **stage dans une entreprise** dans un autre pays européen. Les étudiants peuvent partir en stage dès la première année d'études pour une durée de 2 mois à 12 mois. Les étudiants bénéficient de 12 mois de mobilités, études et/ou stages, par cycle d'étude (Licence, Master, Doctorat). La période de stage effectuée à l'étranger est encadrée par l'établissement d'envoi (français) et l'entreprise d'accueil qui concluent avec l'étudiant une convention de stage. Les étudiants souhaitant partir en tant qu'**assistant de langue** dans un pays européen doivent dorénavant en faire la demande dans le cadre de cette action. Les **jeunes diplômés** peuvent bénéficier d'une période de stage à condition qu'ils soient sélectionnés durant leur dernière année d'études pour un stage réalisé dans l'année qui suit l'obtention de leur diplôme.

Mobilités des enseignants et personnels administratifs

Il existe trois types de mobilités :

- **Mobilités d'enseignement**

Les enseignants peuvent réaliser des missions d'enseignement dans un établissement européen partenaire. La durée de la mobilité peut varier **entre 2 jours (8h d'enseignement au minimum) et 2 mois**. Il s'agit de dispenser des cours intégrés dans le programme officiel de l'établissement partenaire.

- **Mobilités de formation**

Cette mobilité s'adresse à tout le personnel d'un établissement d'enseignement supérieur (personnels enseignants, administratifs, techniques, etc.). Elle leur permet d'effectuer, sur une durée **de 2 jours à 2 mois**, une mobilité de formation dans un établissement, une entreprise ou un organisme de formation d'un autre pays d'Europe.

- **Mobilités des salariés d'entreprises étrangères**

La mobilité d'enseignement est aussi ouverte au personnel d'une entreprise étrangère invité par un établissement français pour des missions d'enseignement, sur **une durée de 2 jours (8 heures d'enseignement au minimum) à 2 mois**.

Un exemple : Le DRH d'une entreprise européenne vient dispenser un cours sur la gestion des ressources humaines dans un établissement d'enseignement supérieur français.

Le dépôt de candidature s'effectue auprès de l'agence nationale du porteur de projet, **au plus tard le 04/03/2015**.

La mobilité internationale de crédits

La mobilité individuelle s'ouvre à l'international dans le cadre du nouveau programme Erasmus+ 2014-2020 au travers de la mobilité internationale de crédits.

Cette action a pour objectifs :

- permettre à des étudiants et personnels d'effectuer une mobilité vers ou à partir des pays partenaires du programme Erasmus+
- soutenir l'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur
- mettre en avant la richesse et l'attractivité de l'Enseignement Supérieur européen
- promouvoir la coopération avec les pays partenaires en lien avec la politique extérieure

Seul un établissement d'enseignement supérieur ayant une charte Erasmus+ ou un consortium d'établissements d'enseignement supérieur chartés, situé dans un pays programme, peut candidater pour la mobilité internationale entrante et sortante. Néanmoins le coordinateur du consortium peut être toute organisation publique ou privée active sur le marché du travail ou dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse.

Le projet de 16 ou 24 mois doit être cohérent avec la stratégie internationale des Etablissements concernés. Il peut concerner différentes activités :

- la mobilité d'études pour une durée de 3 à 12 mois
- la mobilité d'enseignement pour une durée de 5 jours à 2 mois, avec 8h d'enseignement minimum
- la mobilité de formation pour une durée de 5 jours à 2 mois (vers un établissement d'enseignement supérieur)

ATTENTION : aucune mobilité de stages ne peut être financée lors de l'appel d'offre 2015.

La France dispose d'un budget de plus 12 millions d'euros soit d'environ 2000 bourses finançables en 2015 pour la mobilité internationale individuelle entrante et sortante. Un quota de bourses a été défini par la Commission européenne par zone géographique éligible. Voir les conditions sur [Penelope+](#)

[Télécharger la fiche pratique 'Mobilité internationale de crédits'](#) (EN)

Cette action étant décentralisée, les projets sont à déposer auprès de l'Agence Erasmus+ France Education et Formation **au plus tard au 4 mars 2015**.